

**Convention collective**

**IDCC : 9441. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,  
VITICULTURE ET ÉLEVAGE  
(Loire-Atlantique)  
(15 avril 2003)**

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2003,  
*Journal officiel* du 5 août 2003)

---

**AVENANT N° 14 DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2013**

NOR : AGRS1397120M  
IDCC : 9441

---

Entre :

La FNSEA de Loire-Atlantique ;

La confédération paysanne de Loire-Atlantique ;

Le syndicat des vignerons indépendants nantais ;

Le service de remplacement 44,

D'une part, et

L'UD CFTC de Loire-Atlantique ;

L'UD CGT-FO de Loire-Atlantique ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3.05 « Période d'essai dans les contrats à durée indéterminée » est modifié comme suit :

« Sauf accord contraire entre les parties, tout engagement est conclu à l'essai. La durée de la période d'essai est fixée comme suit, de date à date, pour les personnels dont l'emploi est défini à l'article 7.01, ci-dessous :

- 2 mois du coefficient 120 au coefficient 420 inclus ;
- 3 mois du coefficient 510 au coefficient 600 inclus ;
- 4 mois pour les coefficients 700 et 800.

Si, à l'issue de la période d'essai, le salarié n'a pas donné satisfaction dans les tâches qui lui ont été confiées et relèvent de sa catégorie, il peut lui être proposé, avec son accord, une nouvelle période d'essai de même durée ou d'une durée inférieure.

En cas de séparation au cours ou à l'expiration de la période d'essai, le salarié perçoit la rémunération afférente à la catégorie d'emploi pour laquelle il a été embauché.

Quel que soit le motif de la rupture, seul le temps de travail effectif sera rémunéré.

La partie qui désire mettre fin à la période d'essai doit en avertir l'autre par pli recommandé avec avis de réception, avec un préavis de :

Pour ce qui concerne l'employeur :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Pour ce qui concerne le salarié :

Le délai de prévenance est de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

En tout état de cause, la période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance. »

## **Article 2**

L'article 5.01 « Durée du préavis » est modifié comme suit :

« Le contrat à durée indéterminée peut cesser à tout moment par la volonté d'une seule partie, sous réserve qu'elle en adresse notification à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception et que soient respectées les procédures prévues par le code du travail.

La date de présentation de la lettre recommandée fixe le point de départ du préavis.

### **1. Cas du licenciement hors de la période d'essai**

Sauf pour faute grave, la durée du préavis est fixée comme suit :

- 15 jours pour le salarié qui a au plus 3 mois d'ancienneté ;
- 1 mois pour le salarié ayant plus de 3 mois et moins de 2 ans d'ancienneté ;
- 2 mois pour le salarié qui a plus de 2 ans d'ancienneté.

### **2. Cas de la démission hors de la période d'essai :**

- 2 semaines lorsque l'ancienneté est inférieure à 6 mois ;
- 1 mois lorsque l'ancienneté est comprise entre 6 mois et moins de 2 ans ;
- 2 mois lorsque l'ancienneté est égale ou supérieure à 2 ans. »

## **Article 3**

L'article 6.20 « Dispositions particulières aux cadres » est modifié comme suit :

« Les cadres du groupe I, coefficient 700, suppléent l'employeur. Ils organisent leur temps de travail.

L'aménagement du temps de travail peut faire l'objet d'une convention de forfait, portant sur un nombre d'heures (mensuel ou annuel) ou sur un nombre annuel de jours de travail (ne pouvant excéder 217 jours). La convention de forfait doit répondre aux exigences du chapitre XI de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié.

Les cadres du groupe II, coefficient 800, sont soit des cadres supérieurs dont la durée du travail peut faire l'objet des mêmes aménagements que ceux qui sont applicables aux cadres du groupe I, soit des cadres dirigeants qui ne sont pas soumis à la réglementation de la durée du travail, sous réserve que leur rémunération brute soit équivalente ou supérieure à 110 % du salaire conventionnel de l'indice 800. »

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Nantes, le 1<sup>er</sup> février 2013.

(Suivent les signatures.)